

Brandt. Du côté de SPD, déjà en 1977-1978, on était surtout préoccupé qu'il n'y ait pas de bouleversement de l'économie européenne. On n'oublie pas que la France constitue avec l'Allemagne le pilier de la Communauté économique européenne.

Toujours est-il que si la visite du chancelier Schmidt est moins surprenante qu'en apparence, sa rapidité est étonnante. Elle illustre l'importance des deux motivations que nous avons signalées: la solidarité entre socialistes et la nécessité d'une Europe économiquement forte. S'y ajoutent les relations avec les États-Unis et les questions de défense. Pour ce qui est des États-Unis, M. Schmidt est arrivé porteur d'un message du président Reagan à M. Mitterand. L'attachement de ce dernier à l'Alliance atlantique et ses propos fermes sur la défense de l'Europe occidentale alors qu'il était encore dans l'opposition expliquent que son élection a été accueillie par des propos chaleureux à la Maison blanche. Par contre, M. Schmidt est allé plaider dans la capitale américaine la nécessité d'une négociation américano-soviétique sur la limitation des euromissiles. On sait que, pour faire face aux SS 20 soviétiques, dont l'implantation avait été dénoncée en son temps par M. Mitterand, les pays de l'OTAN ont décidé d'implanter des fusées *Pershing 2* et des missiles de croisière de moyenne portée sur le territoire de cinq de ses membres, notamment l'Allemagne de l'Ouest. Lors de leur entretien, M. Mitterand a exprimé M. Schmidt l'appui de la France à la position allemande: implantation assortie d'une négociation. En contrepartie, pour ainsi dire, l'Allemagne fédérale s'est engagée à prendre toutes mesures pour aider à la défense.

État des forces en Europe

Au delà de ces perspectives conjoncturelles, il convient de dresser un panorama de l'état des forces socialistes en Europe. On a vite enterré la social-démocratie après les échecs successifs du parti social-démocrate suédois en 1976 et du parti travailliste britannique en 1979. D'abord, ces deux partis restent des forces d'opposition vigoureuse: le parti social-démocrate suédois a failli reprendre le pouvoir en 1979 et le parti travailliste, malgré sa radicalisation récente et sa scission, garde une audience décisive pour être la solution d'alternance au parti conservateur. Ensuite, le parti socialiste autrichien en mai 1979 obtenait un succès éclatant et se voyait confirmer au pouvoir avec une majorité accrue. En 1980, les sociaux-démocrates allemands étaient reportés au pouvoir en coalition avec les libéraux. La Norvège et Malte continuent d'être gouvernées par les travaillistes et le Danemark par les sociaux-démocrates. Les socialistes dirigent le gouvernement en Finlande et y participent en Suisse. En Espagne et en Grèce ils sont la principale force de l'opposition. En Italie, bien que divisés et tiers parti entre communistes et démocrates-chrétiens, ils sont l'arbitre de toute solution gouvernementale. En Belgique, les partis socialistes wallon et flamand